

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai soulevé cette question dans le contexte non pas d'une vente particulière, mais dans celui, plus vaste, créé par suite des mesures prises tant par les Américains que par les membres de la communauté européenne. C'est dans ce contexte que nous l'avons soulevée lors des réunions générales et des entretiens particuliers avec les différents ministres.

* * *

L'ÉNERGIE**LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSÉ DES PRIX DU PÉTROLE POUR LES PETITES SOCIÉTÉS**

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Avec la baisse des taux d'intérêt et la chute des prix, les deux tiers de nos petites sociétés pétrolières risquent vraiment d'être absorbés par les grandes multinationales qui ont déjà la haute main sur l'autre tiers. Cela préoccupe-t-il aussi la ministre, et notre objectif d'une participation canadienne à 50 p. 100 est-il menacé?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, oui, j'ai déjà dit que nous partageons la préoccupation soulevée par le député. Nous avons haussé le niveau de canadienisation du secteur pétrolier et gazier. Nous n'avons pas abandonné notre objectif. Notre politique en matière d'acquisition ne permet la mainmise sur des sociétés canadiennes que lorsque celles-ci sont au bord de la faillite. Ce qui m'encourage, c'est que de petites sociétés canadiennes se fusionnent entre elles afin d'être plus fortes à l'avenir.

* * *

● (1440)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**LES POURSUITES INTENTÉES CONTRE UN JOURNALISTE POUR DES GESTES POSÉS DANS DES AÉROPORTS**

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Estime-t-il qu'il y va de l'intérêt public de poursuivre en justice le journaliste Bertrand de la Grange pour avoir montré que les mécanismes de sécurité aux aéroports de Mirabel et de Dorval étaient inadéquats? Ne vaudrait-il pas mieux que M. de la Grange obtienne l'Ordre du Canada pour avoir enfin incité le ministre des Transports à prendre la sécurité au sérieux?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, la personne en

question est accusée d'avoir enfreint la loi. Ses motifs ne peuvent être pris en ligne de compte qu'au moment de la sentence. Quiconque enfreint la loi doit s'attendre à des poursuites.

ON DEMANDE L'ARRÊT DES PROCÉDURES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, dois-je rappeler au ministre qu'il peut, en vertu de l'article 508 du Code criminel, ordonner l'arrêt des procédures? Le ministre de la Justice ne compte-t-il pas exercer ce pouvoir, surtout que l'enquête a été instituée par la GRC qui l'a ensuite confiée à la police locale?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, le député a de drôles de suggestions aujourd'hui. Je vais d'abord m'occuper de sa recommandation concernant l'Ordre du Canada.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LA VENTE DE BLÉ AMÉRICAIN À LA SYRIE**

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans sa réponse au député de Yorkton—Melville, le ministre des Finances a dit que le gouvernement n'avait pas explicitement soulevé la question de la vente de blé américain à la Syrie. Je le demande encore une fois: Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour protéger le marché traditionnel du blé canadien en Syrie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que la question a été soulevée, mais je voudrais l'examiner avec toute la précision nécessaire pour ensuite répondre à mon honorable collègue le plus rapidement possible.

LA POSITION CANADIENNE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, il semble y avoir contradiction entre le ministre des Finances et le premier ministre. La question de cette vente a-t-elle été soulevée ou non? Le programme américain a été institué en vue de reconquérir les marchés que détenaient les États-Unis . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. C'est un préambule. Vous n'avez droit qu'à une question.

M. Murphy: Qu'entend faire le gouvernement lorsque les Américains, au lieu de reprendre leurs marchés, s'emparent des nôtres?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je croyais que le ministre des Finances avait dit clairement qu'il avait exprimé le désaccord du gouvernement du Canada sur l'ensemble de la question. J'ai l'intention d'aborder avec lui ce problème particulier et d'en faire rapport à la Chambre et au député.